

Intervention de Fatiha AGGOUNE

Présidente du groupe Val-de-Marne en Commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les représentant·es des services de l'État,

Monsieur le Président, Chèr·es collègues,

Avant tout, nous souhaitons vous remercier, Monsieur le Préfet, ainsi que l'ensemble des agent·es des services de l'État, pour votre présence à ce rendez-vous annuel d'échanges institutionnels. Nous savons combien le contexte national actuel est marqué par l'instabilité et combien vos services sont sollicités sur de nombreux fronts. Votre participation témoigne donc de l'importance que vous accordez à ce temps de dialogue.

Comme chaque année, **cette rencontre constitue un moment essentiel pour dresser un bilan global de l'année écoulée et prendre le recul nécessaire sur les grands enjeux qui ont marqué notre territoire et ceux qui le marqueront à l'avenir.**

La période politique que nous traversons n'est pas des plus simples, et nul doute que le rapport qui nous est présenté aujourd'hui, comme ceux des années précédentes, apportera un éclairage précieux sur les dynamiques à l'œuvre dans notre Département.

L'an dernier, **le rapport d'activité des services de l'État dans le Val-de-Marne accordait une large place à la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 à Paris. Sans surprise, le rapport 2024 y consacre également une grande partie et en dresse aujourd'hui un bilan positif pour notre territoire.** À ce titre, nous souhaitons saluer le travail remarquable réalisé par l'ensemble des agent·es, relevant des services de l'État comme du Département, des communes et aux bénévoles, dont l'engagement a largement contribué à la réussite de cet événement exceptionnel.

Pourtant, à notre plus grand regret, **les promesses de bâtir l'héritage sportif des jeux de Paris 2024 et de faire de la France une "nation sportive" se sont vite transformées en feu de paille.** Au lendemain des JO, les politiques sportives se sont vues reléguées à la dernière roue du carrosse par le Gouvernement, comme en témoigne la suppression du Pass'Sport pour les 6 - 13 ans et la baisse de 25 % du budget alloué au sport, à la jeunesse et à la vie associative au budget 2025.

Ce moment sportif, culturel et festif, que furent **les JOP 2024, ne saurait néanmoins pas occulter la profonde crise politique** que traverse notre pays.

En effet, si votre Rapport aborde largement la question de la sécurité et les actions menées pour garantir la tranquillité publique à tous les Val-de-Marnais-es, **il faut bien reconnaître que la situation actuelle de notre pays et du monde, ne favorise, ni la sérénité, ni des perspectives bien optimistes.**

Depuis l'élection présidentielle de 2022, où le peuple a refusé d'octroyer une majorité absolue à Emmanuel Macron, la 5ème République connaît une grave crise de régime, entraînant une période de blocage institutionnel et de paralysie politique sans fin.

La réforme des retraites passée en force par le gouvernement d'Elisabeth Borne en 2023 contre l'avis de 80% des Français-es¹, et plus récemment les dernières législatives 2024 suite à une dissolution décidée seule par le Président de la République, ont approfondi la distance croissante entre les aspirations populaires et les décisions d'un pouvoir exécutif isolé. **Malgré les remaniements successifs et les alliances entre la droite et la Macronie, aucun gouvernement issu de ces rangs n'a su proposer un projet politique à la hauteur des attentes de nos concitoyen·nes.**

¹ (Source sondage Odoxa-Agipi de janvier 2023 pour Challenges et BFM Business https://www.challenges.fr/politique/reforme-des-retraites-les-francais-rejettent-massivement-le-projet-de-macron_841393)

Poursuivant la logique de coupes budgétaires dans les services publics par pur catéchisme idéologique, refusant d'explorer de nouvelles sources de recettes — comme le suggérerait la taxe Zucman — , rejetée par les député·es de **droite et de l'extrême droite, de Renaissance au Rassemblement National en passant par Les Républicains, qui persistent à défendre, ensemble, une politique d'austérité, contraire aux besoins sociaux, écologiques et démocratiques.**

Le rejet du Président Macron et de sa politique atteint même son paroxysme : **78% des Français·es rejettent sa politique². Nous en arrivons au même constat que lors de notre précédente séance commune du 14 octobre 2024 : le peuple français a pu une nouvelle fois constater que rien n'avait véritablement changé dans la politique conduite par le gouvernement actuel.**

Au-delà de ce constat national préoccupant, **les décisions gouvernementales ont des conséquences très concrètes sur la vie quotidienne des Val-de-Marnais-es.** Elles s'ajoutent à un contexte international toujours plus instable et marqué par la poursuite de conflits faisant toujours plus de morts civils.

La Russie continue ses attaques contre l'Ukraine, et aucune perspective réelle de Paix ne semble aujourd'hui se dessiner. La situation politique en République Démocratique du Congo, pays francophone le plus peuplé au monde, demeure tout aussi préoccupante.

Au Proche-Orient, la situation reste tout aussi dramatique. Le gouvernement d'extrême droite israélien poursuit une politique d'une violence insoutenable à l'égard du peuple palestinien victime d'un génocide. Malgré les premiers pas du Président de la République, et des appels au cessez-le-feu, le bruit des armes, quant à lui, se fait toujours entendre.

² Sondage Odoxa pour Public Sénat des 24 et 25 septembre 2025

Attaché à la paix, au respect du droit international et à l'autodétermination des peuples, notre groupe tient à rappeler que la France a un rôle essentiel à jouer pour encourager la recherche de solutions diplomatiques et la construction d'une paix juste et durable, partout dans le monde.

C'est donc dans ce contexte national et international complexe que vivent les Val-de-Marnais-es; et bien que cela puisse paraître lointain, en réalité les impacts sont concrets.

Les conflits internationaux précédemment cités ne sont pas à décorrélér, par exemple, de l'augmentation des actes de haine, constatés en France³. C'est dans cette perspective Monsieur le Préfet que nous vous avons demandé de nous communiquer les statistiques actualisées en matière d'actes antisémites, islamophobes, racistes et homophobes en Val-de-Marne.

Par ailleurs, **parmi les différentes formes de violences visant des personnes, celles commises à l'encontre des femmes demeurent particulièrement préoccupantes.** Nous regrettons que ce volet, pourtant essentiel, soit peu développé dans le présent rapport.

Lors de la présentation du rapport des services de l'État en 2023, nous avons salué la transparence dont vous aviez fait preuve sur ce sujet. **C'est pourquoi, nous aurions souhaité davantage de précisions cette année, notamment concernant la question de la prostitution en Val-de-Marne.** Ce phénomène, en progression à l'échelle nationale comme sur notre territoire, soulève de nombreuses problématiques, en particulier pour ce qui concerne la prostitution des mineurs et la sécurité des femmes victimes de réseaux de prostitution.

³ +11% sur 2024. Entre janvier et mai 2025 +75% d'actes islamophobes et -25% d'actes antisémites.

Dans ce rapport d'activité 2024, nous constatons que **le mot "sécurité" apparaît à 58 reprises et 11 pages y sont consacrées, contre seulement 5 occurrences pour la "santé", une pour "l'éducation" et le terme "précarité" n'est cité qu'à deux reprises.** De même, la cohésion sociale et la transition écologique ne font chacune l'objet que de 7 pages, et le développement économique et l'accès à l'emploi de 5 pages.

Or, la sécurité ne se résume pas au seul champ régalien. La notion de sécurité recouvre aussi la protection de nos concitoyen·nes des conséquences d'une précarité grandissante. **D'après la dernière enquête de l'INSEE, la pauvreté progresse nettement dans notre département : en 2021, 17% des Val-de-Marnais-es vivaient sous le seuil de pauvreté contre 15% dix ans plus tôt.** Cette réalité devrait être au cœur des priorités de l'action publique toute strate confondue et paver le chemin d'une **véritable stratégie de lutte contre la pauvreté à l'échelle départementale.**

La sécurité englobe aussi la notion de sécurité alimentaire. Là encore notre Département est aussi concerné. Après la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne figure au deuxième rang des départements franciliens aux communes possédant le plus grand nombre de publics potentiellement à risque de précarité alimentaire⁴.

⁴ Le Val-de-Marne représente 69% des publics très fragiles franciliens potentiellement à risque de précarité alimentaire (Source : Enquête de l'INSEE du 17 avril 2023 sur la précarité alimentaire en Île-de-France).

La sécurité, c'est aussi la protection de la santé des Val-de-Marnais-es. Or, si votre rapport fait bien mention de la santé animale ou encore alimentaire, la question de la désertification médicale reste quant à elle marginalisée.⁵ Pourtant, cette problématique figure parmi les préoccupations majeures de nos concitoyen·nes : **1 francilien·ne sur 2 déclare rencontrer des difficultés pour trouver un médecin généraliste, 1 médecin généraliste sur 3 a plus de 60 ans en Val-de-Marne**⁶, le Val-de-Marne ne comptait plus que **853 médecins généralistes au 31 décembre 2023 contre 957 en 2014** alors que la population val-de-marnaise augmente et vieillit⁷. Ma collègue Sokona Niakhaté vous a d'ailleurs adressé une question à ce sujet.

La sécurité, Monsieur le Préfet, c'est aussi simplement permettre aux Val-de-Marnais-es de bénéficier d'un logement digne. Or vous n'êtes pas sans savoir que la situation du logement connaît de graves tensions à l'échelle du Val-de-Marne, de l'Île-de-France, au niveau national et même européen. La Présidente de la commission européenne a d'ailleurs récemment reconnu une "crise sociale du logement" et appelé à "transformer en réalité la promesse de faire du logement un droit en Europe"⁸. Et à ce propos, **le Val-de-Marne n'est pas en reste, depuis plusieurs années l'hémorragie s'éternise portant à 119 000 le nombre de Val-de-Marnais-es en attente d'un logement public.**

⁵ L'Agence régionale de santé (ARS) estime que 7,6 millions de Franciliens disposent d'une offre médicale insuffisante et rencontrent des difficultés d'accès au soin.

⁶ Source : Fichier national des professionnels de Santé et article des Echos <https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/desert-medical-un-medecin-generaliste-sur-trois-a-plus-de-60-ans-dans-le-val-de-marne-2085688>

⁷ On comptait 1,2 millions de Val-de-Marnais-es en 2006, 1,3 millions de Val-de-Marnais-es en 2011 et 1,4 millions de Val-de-Marnais-es en 2022. On comptait également 11,6 % de Val-de-Marnais-es âgé·es de 60 à 74 ans en 2011 contre 13,3 % en 2022 et 6,9 % âgé·es de 75 ans ou plus en 2011 contre 7,3% en 2022. (Source INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-94>)

⁸ Source : https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/10/10/logement-un-rapport-associatif-appelle-l-union-europeenne-a-adopter-un-plan-qui-repond-aux-vrais-besoins_6645683_3224.html

Pourtant, en dépit de cette urgence, **certaines voix politiques – y compris dans notre département, à l’image du nouveau Ministre de la Ville et du Logement, persistent à affaiblir le logement social et à freiner toute politique ambitieuse en la matière.**

Ce discours anti-logement public s’oppose radicalement aux besoins des habitant·es. Il convient de le rappeler ici avec force : **la loi est du côté de celles et ceux qui défendent le logement public, c’est-à-dire du côté de la solidarité, du droit et de la dignité.**

À ce titre, la non-application de la loi SRU demeure un sujet majeur dans notre Département. Il est d’ailleurs étonnant que, contrairement aux années précédentes, le rapport ne fasse pas état de cette question essentielle. **Alors que l’ensemble des Préfets franciliens ont été assignés en justice sur ce point, certaines communes - et particulièrement en Val-de-Marne - continuent de s’affranchir ouvertement de leurs obligations.** Cette année, la loi SRU fête ses vingt-cinq ans, et pourtant, certaines municipalités persistent à la contester : à titre d’exemple la commune de Saint-Maur, a choisi de s’opposer frontalement à l’État en annonçant, dans un communiqué, la suspension de sa participation à l’application de cette loi. **Que comptez-vous faire à ce sujet ? Comment impose-t-on la loi à ces communes qui, délibérément pour certaines, ont fait le choix du non-respect de l’État de droit ?**

Cette crise n’épargne pas non plus le logement privé. En particulier dans les copropriétés privées dégradées, où bon nombre de Val-de-Marnais·es font face à un habitat indigne.

Nous aurions souhaité que ce rapport fasse, comme par le passé, un état précis de la situation du logement public et privé en Val-de-Marne. Et surtout qu’il précise les actions concrètes pour répondre aux besoins des val-de-marnais.es en matière d’accès au logement.

Et puisque nous parlons d'égalité d'accès au logement, Monsieur le Préfet, permettez-moi de faire un pas de côté, pour aborder la **question de l'égal accès aux services publics. A cet égard, le constat reste le même que pour l'année 2023, l'accès aux services publics est toujours plus difficile au quotidien.**

Comme nous, Monsieur le Préfet et ce depuis de nombreuses années, **les services de l'Etat sont régulièrement confrontés aux réductions drastiques de leurs moyens, du fait de mesures mortifères imposées par les gouvernements et validées par les parlementaires de droite et macronistes.**

Les orientations présentées l'été dernier par l'ex-Premier Ministre François Bayrou et plus récemment par Monsieur Lecornu, dressent un tableau toujours aussi sombre : 10 milliards d'euros en moins ciblés dans la dépense publique (dont 3 000 suppressions de postes dans la fonction publique) ou encore plus de 500 postes en moins à France Travail.

Une purge massive qui s'abat dans les mêmes proportions sur les collectivités locales. **Le Gouvernement annonce vouloir faire contribuer l'ensemble des collectivités à hauteur de 4,7 milliards d'euros en 2026.** D'après André Laignel, Président du Comité des finances locales (CFL), l'effort demandé aux collectivités atteindrait même jusqu'à plus de 8 milliards d'euros ⁹!

En somme, **l'ensemble de ces mesures, dont le Dilico¹⁰ voté par la droite sénatoriale en février dernier et reconduit cette année, participent à sacrifier peu à peu le pouvoir d'agir des territoires.** Pendant que les collectivités locales tentent avec des bouts de ficelles et de l'intelligence collective d'agir au plus près des citoyens en bâtissant du commun et en innovant.

⁹ Ce chiffre prend en compte les 1,4 milliard d'euros de hausses des cotisations de la CNRACL, les 500 millions d'euros de rabotage du Fonds verts, les 700 millions d'euros de crédits en moins pour l'ANAH, 90 millions d'euros retirés aux agences de l'eau, 900 millions d'euros de crédits amputés à la mission cohésion des territoires, la baisse de 1,2 milliard d la compensation des valeurs locatives des locaux industriels et de 1,7 milliard pour la dotation solidarité et égalité des chances...

¹⁰ Dispositif de lissage conjoncturel

Parfois elles pallient même aux manquements de l'échelon national ! **En effet, les collectivités représentent à elles seules 58% de l'investissement public civil en France**, les communes étant par exemple les premiers financeurs du sport.¹¹

Est-il donc utile de rappeler que le service public est avant tout le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas ? Notre groupe y est profondément attaché et continuera de défendre un service public fort, travaillant main dans la main avec les services déconcentrés de l'Etat.

Sur une note plus départementale, nous vous avons adressé **plusieurs questions et préoccupations qui sont le fruit de nos échanges quotidiens avec les Val-de-Marnais-es**.

Ils concernent notamment la question de l'emploi et du tissu économique local et départemental. **Nous vous avons interrogé sur la situation de GRDF et de Sanofi**, deux acteurs majeurs dont les départs auront un impact durable sur notre Département. Nous souhaitons savoir comment vos services comptent agir pour préserver les emplois menacés par ces délocalisations et fermetures de sites, malheureusement trop fréquentes sur notre territoire.

Nous avons également rappelé notre **opposition à la construction de la prison de Noisieu, un projet néfaste pour l'environnement**, et avons formulé plusieurs questions relatives à l'écologie et la santé environnementale - notamment sur **les nuisances sonores liées à l'aéroport d'Orly, ou encore la situation de l'incinérateur d'Ivry-sur-Seine Paris XIII**.

L'environnement ne pouvant être décorrélé des questions de mobilités et de transports, **notre groupe a porté également les inquiétudes des Val-de-marnais-es usager-es du RER C et de celles et ceux qui sont confronté-es aux difficultés d'aménagement des routes nationales**.

¹¹ Le bloc communal couvre à lui seul 90% des dépenses sportives des collectivités (selon l'AMF : <https://www.amf.asso.fr/documents-financement-du-sport-signaux-inquietants-pour-les-collectivites/42691>)

Nous avons aussi attiré votre attention sur les **enjeux de solidarité et d'inclusion**, en particulier la situation des **missions locales**, la **pénurie d'AESH**, les difficultés d'accès aux **droits pour les personnes étrangères**, et les conséquences de la **fin du dispositif de la Mission Hébergement-Logement du Département**.

Monsieur le Préfet, notre groupe continuera de porter à votre connaissance ces sujets et les enjeux qui traversent notre Département, dans un esprit de dialogue, certes exigeant, mais surtout constructif et au service de l'intérêt général et des besoins des Val-de-Marnais-es.

Aussi, nous vous remercions pour les réponses que vous nous avez déjà apportées et pour celles que vous ne manquerez pas de nous transmettre.

En d'autres termes, nous sommes toujours attachés aux valeurs d'égalité, de fraternité et de liberté. Permettez-moi à ce titre de reprendre les mots très justes de Jean Jaurès : *“Le service public est la plus haute expression de la solidarité humaine. Défendre le service public, c'est défendre la justice sociale.”*

Je vous remercie

Seul le prononcé fait foi